

# L'indépendance en sourdine

► L'incertitude inhérente au Brexit oblige la Première ministre écossaise à mettre entre parenthèses son projet de second référendum.  
► Les indépendantistes les plus radicaux maintiennent la pression sur Nicola Sturgeon.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

**C**a n'est pas le bon moment. » C'est par cette formule qu'en mars 2017 la Première ministre britannique Theresa May avait refusé le second référendum sur l'indépendance de l'Écosse que réclamait Nicola Sturgeon, la *First minister* écossaise et leader du Scottish National Party. À l'époque, les négociations sur le Brexit n'avaient pas débuté entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et M<sup>me</sup> Sturgeon ambitionnait de faire revo-

ter les Écossais avant le printemps 2019. « pour décider de l'avenir de l'Écosse avant qu'il ne soit trop tard ».

A moins de six mois de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne, la

chefe de file des indépendantistes a conclu, à son tour, que le moment n'était pas propice pour appeler les électeurs à se prononcer sur l'avenir de l'Écosse au sein de la Grande-Bretagne.

Pendant l'été, Nicola Sturgeon avait laissé entrevoir qu'elle ferait une déclaration ce mois-ci concernant la tenue d'un vote au sujet de l'indépendance de l'Écosse. Mais, ce mercredi, la numéro 1 du parti indépendantiste écossais a fait savoir que l'échéance était repoussée au mois de novembre, voire décembre, du fait du retard pris par les négociations sur le Brexit entre Londres et les Vingt-Sept.

Ne sachant pas quelle forme prendra le Brexit, Nicola Sturgeon n'est pas en mesure de se prononcer sur l'organisation

d'un second référendum d'indépendance, quatre ans après le plébiscite des Écossais pour leur maintien dans le Royaume-Uni. La cheffe de file, qui craint que « le Brexit (ne) se transforme en véritable désastre », continue par ailleurs de faire pression sur Londres pour que le Royaume-Uni reste membre du marché unique européen et de l'union douanière, même si Theresa May reste complètement fermée

à cette possibilité.

La prudence de Nicola Sturgeon décevra sans doute les partisans de l'indépendance écossaise de tous bords qui organisent une marche ce samedi à Edimbourg. À la veille de l'ouverture du congrès du Scottish National Party à Glasgow, les militants les plus radicaux de la cause écossaise entendent maintenir la pression sur la *First minister*. Les défilés organisés à travers toute l'Écosse cet été ont montré que la mobilisation des

nationalistes ne faiblissait pas, quatre ans après qu'une majorité d'Écossais s'est prononcée contre l'indépendance.

« Il y a toujours eu une division au sein du SNP entre ceux qui souhaitent hâter l'organisation d'un second référendum et les autres », analyse Nicola McEwen, professeure à l'université d'Edimbourg. M<sup>me</sup> Sturgeon ne se trouve « pas dans une position de vulnérabilité », insiste la politologue. D'autant que ni

les conservateurs ni les travaillistes ne constituent une solide opposition face à la leader très expérimentée du SNP au parlement écossais. Pourtant, Nicola Sturgeon se trouve tout de même face à un défi. Elle doit prouver que les nationa-

listes écossais peuvent gouverner sur le long terme et améliorer la vie des Écossais, que l'Écosse reste au sein du Royaume-Uni ou bien qu'elle rompe un jour définitivement avec le reste du pays.

Il y a un mois, la *First minister* a présenté un programme législatif ambitieux pour l'année parlementaire en cours. Nicola Sturgeon a annoncé la création d'une banque nationale d'investissement chargée de financer les entreprises et les nouvelles infrastructures écossaises. Elle s'est engagée également à doubler le nombre d'heures de crèche subventionnées, à investir davantage dans les hôpitaux et à offrir une meilleure prise en charge des problèmes de santé mentale des jeunes écossais. La création le mois dernier d'une agence de la sécurité sociale écossaise - qui résulte des nouveaux pouvoirs obtenus de Londres en 2016 - doit permettre à Edimbourg de continuer à cultiver sa différence avec le gouvernement conservateur de Theresa May. Les autorités écossaises ont promis de traiter les bénéficiaires d'allocations de manière « juste, digne et avec respect » : 1,4 million d'Écossais pourront en juger. ■

AMANDINE ALEXANDRE

« Je crains que le Brexit ne se transforme en véritable désastre » NICOLA STURGEON

## BREXIT

### « Il est temps de se remettre au travail »

Le président du Conseil européen Donald Tusk a exhorté jeudi la Première ministre britannique Theresa May « à se remettre au travail » pour pouvoir boucler les négociations du Brexit, au lendemain de la clôture du Congrès de son parti au Royaume-Uni.

« J'ai été moi-même chef de parti pendant 15 ans et je connais les règles de la politique partisane, mais maintenant que la conférence du Parti conservateur est terminée, nous

devrions nous mettre au travail », a lancé M. Tusk à l'issue d'une ren-

contre avec le Premier ministre irlandais Leo Varadkar à Bruxelles. M. Tusk a aussi appelé les Britanniques à mettre de côté « les arguments émotionnels » et à faire preuve du « respect » qu'ils réclament aux Européens dans ces négociations. « Personne ne peut s'attendre à ce que, en raison du Brexit, l'UE abandonne ses valeurs fondamentales et ses intérêts clés », a poursuivi le dirigeant européen. (afp)